



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2003/8676  
GIDIC : 0522-03678  
MTB

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement  
le Préfet des Côtes d'Armor

- VU** le Code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2002, modifié le 16 juillet 2013, autorisant le GIE Des Champs Fontaine à exploiter lieu-dit la Ville Hias à Plestan, une unité de traitement des lisiers ;
- VU** la demande présentée le 17 mars 2017 et complétée les 27 juin 2017 et 05 juillet 2017, par le GIE des Champs Fontaine représenté par Messieurs Philippe CORDON et Eric BARON, en vue d'effectuer à Plestan lieu-dit la Ville Hias :
- la mise à jour des volumes traités concernant l'unité de traitement ;
- VU** le rapport de recevabilité du dossier de l'inspecteur de l'environnement du 06 juin 2017 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 18 septembre 2017 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 29 septembre 2017 ;

**CONSIDERANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la demande a pour objet une mise à jour des volumes traités concernant l'unité de traitement ;

**CONSIDERANT** que les compléments du dossier reçu les 27 juin 2017 et 05 juillet 2017, précisent les capacités de stockage et équipement de collecte et de stockage des effluents, que le dimensionnement des fosses et du hangar sont identiques à ce qui est écrit dans l'arrêté préfectoral du 04 mai 2011, la seule modification porte sur la fosse de réception, soit 530 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDERANT** que les fosses utilisées pour le fonctionnement de la station représentent un volume de

1 120 m<sup>3</sup> et que les durées de stockage des capacités de stockages des produits issus de l'unité sont bien précisées;

**CONSIDERANT** qu'un plan de situation et de masse des ouvrages ont été également joints afin de clarifier le dimensionnement et l'emplacement des ouvrages;

**CONSIDERANT** que le bilan matière est complet et comprend le volume des coproduits frais issus de la centrifugation avec les quantités d'unités d'UN, P205, UK20;

**CONSIDERANT** que le dossier de mise à jour des déjections et du plan d'épandage de l'EARL Du Pré-Saudrain a été déposé le 17 mars 2017;

**CONSIDERANT** que la demande d'autorisation déposée entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 juin 2017 a été instruite, conformément au choix des pétitionnaires, selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

## ARRÊTE

### Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 16 juillet 2013 est abrogé.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2002 sont modifiées comme suit :

#### "1.1. - Exploitant titulaire de l'autorisation

Le GIE Des Champs Fontaine, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit la Ville Hias à PLESTAN est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, une station d'épuration collective des déjections animales (lisier de porcs).

#### 1.2. - Nature des installations

##### 1.2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	A,E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques
2751	A	Station d'épuration collective de déjections animales	6640 m <sup>3</sup> de lisiers porcins traités par an

A : (autorisation); E : (enregistrement); DC : (déclaration en contrôle périodique); D : (déclaration); NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

#### 1.3. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelle et section suivantes :

Commune	Section	Parcelle
PLESTAN	YB	84

#### 1.4. - Conformité du dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques, contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état

de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur".

## **Article 2 : Equipements composant la station de traitement**

### **2.1. - Répartition de l'installation :**

conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage est composé de :  
une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés "lisier centrifugé" et "résidus organiques";
- un hangar de stockage du résidu organique;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées;
- une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés "lisier centrifugé traité décanté" et "effluent épuré";
- une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter la totalité du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus, à savoir : 7 805 m<sup>3</sup> de lisier brut correspondant à 31 960 kg d'azote organique, le reste des déjections correspondant à 5 355 kg d'azote organique est épandu sous forme de fumier et ou lisier brut.

- une unité de compostage dont la quantité de matières traitées est de 279 tonnes par an (compost de résidus organiques de séparation de phase obtenus après centrifugation du lisier).

### **2.2 - Sécurité**

2.2.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, doivent répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

## **Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'unité de traitement des lisiers**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2002 sont modifiées comme suit :

"3.1. - Les inspecteurs des installations classées ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

3.2. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, doivent être placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé produit;

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

3.5. - Débits et flux de pollution

3.5.1. - entrant dans la centrifugeuse

Lisier brut (ci-après dénommé L1)	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	6 640 m <sup>3</sup>	18, 19 m <sup>3</sup>	21, 82 m <sup>3</sup>
N Global	26 605 kg	72, 89 kg	87,46 kg
P205	15 843 kg	43, 40 kg	52, 08 kg
M.E.S.	319 005 kg	874 kg	1048, 8 kg

3.5.2. - entrant dans le réacteur biologique

Lisier centrifugé	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	4 686 m <sup>3</sup>	12, 83 m <sup>3</sup>	15, 39 m <sup>3</sup>
N Global	16 325 kg	44, 72 kg	53, 66 kg
P205	2 916 kg	7, 98 kg	9, 57 kg
M.E.S.	97 871 kg	268, 13 kg	321, 75 kg

3.5.3. - coproduits à transférer (engrais organique mûré)

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	279 t	0, 53 t
N Global	5 306 kg	9, 52 kg
P205	12 526 kg	24, 37 kg

### 3.5.4. - coproduits à épandre

Lisier centrifugé non traité par le réacteur	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	611 m³	1, 67 m³
N Global	2 041 kg	5, 59 kg
P205	1 215 kg	3, 32 kg

Lisier centrifugé traité décanté	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1 423 m³	3, 89 m³
N Global	4 959 kg	13, 58 kg
P205	886 kg	2, 42 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	3 463 m³	9, 48 m³
N Global	816 kg	2, 23 kg
P205	1 215 kg	3, 32 kg

### 4.6.3. - lisier brut restant à épandre (ci-après dénommé L2)

Lisier brut restant à épandre (ci-après dénommé L2)	Flux annuel
Volume	1 164 m³
N Global	5 355 kg
P205	3 004 kg

## 3.6. - Autosurveillance

### 3.6.1. - suivi

On entend par "autosurveillance", la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. A la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement;
- relevé de volume du lisier brut L 1 entrant dans la centrifugeuse;
- relevé de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé de volume de lisier centrifugé non traité par le réacteur;
- relevé de volume de résidus organiques produits;
- relevé de volume de lisier centrifugé traité décanté produit;
- relevé de volume de lisier brut L2;
- relevé de volume d'effluent épuré produit;

- relevé de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> doivent être réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.6.2. - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de manège en fosse;
- effectuer un contrôle de fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation;
- effectuer un contrôle de fonctionnement et de l'intégrité du dispositif de l'irrigation;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservées par l'exploitant.

### 3.7. - Autosurveillance : bilan matière

3.7.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes du lisier brut L1 entrant dans la centrifugeuse;
- un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique;
- un bilan des volumes du lisier brut L2 restant à épandre;
- un bilan des volumes des différents des coproduits;
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K20);
- une analyse du lisier brut L1 et L2 (MES, NK, Pt, K20). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses);
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K20) L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus;
- une analyse du lisier centrifugé non traité par le réacteur (MES, NK, Pt, K20). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage;
- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K20). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage;

- une analyse de l'effluent épuré (MES, N Global, Pt, K20). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent

Les analyses doivent être réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans doivent être adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

3.7.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bien de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

3.7.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process). La procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.8. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant".

## **Article 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers bruts**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2002 sont modifiées comme suit :

- "4.1. - Les lisiers bruts porcins sont stockés dans des fosses d'un volume de 530 m<sup>3</sup>.
- 4.2. - Les lisiers centrifugés sont stockés dans une fosse d'un volume total de 1030 m<sup>3</sup>.
- 4.3. - Les résidus organiques sont stockés dans un local couvert de 300 m<sup>2</sup>.
- 4.4.- Les boues biologiques sont stockées dans une fosse de 580 m<sup>3</sup>.
- 4.5. - L'effluent épuré est stocké dans une lagune de 2500 m<sup>3</sup>.
- 4.6. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisiers centrifugés, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 590 m<sup>3</sup> doivent être munis d'un dispositif de sécurité à prévenir tout risque d'accident.

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins;

4.7. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls);
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

4.8. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré sont consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

4.9. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.10. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage".

#### **Article 5 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnement de l'unité de traitement**

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2002 sont modifiées comme suit :

"5.1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui le réacteur biologique.

La mise en service de la centrifugeuse ainsi que les modifications à apporter à l'unité de traitement, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, doivent être réalisées dans un délai de 6 mois à compter du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage doivent être réduits en rapport avec la capacité maximale de stockage du plan d'épandage".

#### **Article 6 : Prescriptions particulières concernant l'unité de compostage**

6.1. - Aménagement et fonctionnement des installations

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits est réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- une aire couverte bétonnée de compostage actif et de maturation du compost de 300 m<sup>2</sup> permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement;

- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Les résidus organiques de centrifugation du lisier sont composés conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage doit traiter les résidus organiques de l'unité de traitement issus de la centrifugeuse, à savoir : 279 tonnes de résidus organiques soit 5 306 kg d'azote et 12 526 kg de phosphore, produits annuellement (0,53 tonnes/jour).

6.1.3. - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage est réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de compostage est couverte;

- le système de collecte des écoulements est aménagé;

- le sol est bétonné et doit être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - Conformité des produits

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de cultures fabriqués (compost de coproduit issu de la centrifugeuse) doivent répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001).

Pour les éventuels produits non conformes, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

### 6.3. - Destination des produits

Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

### 6.4. - Traçabilité des produits

L'exploitant doit tenir à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site;
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final;
- nature;
- nom du transporteur;
- quantité en tonnes et en m<sup>3</sup>.

A la fin de chaque année civile, l'exploitant transmet au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- les informations définies ci-dessus;
- les originaux des bons d'enlèvement;
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) peuvent être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, l'exploitant doit soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

### 6.5. - Délais de mise en service - Dysfonctionnement

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus doivent être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant avertit le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées est immédiatement prévenu.

## Article 7 : Dispositions communes

- Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

- Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession
- L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.
- Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **Article 8 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plestan pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plestan pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois ;

#### **Article 9 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

#### **Article 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plestan et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le 12 OCT. 2011

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général

Gérard DEROUIN